

Stock des investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2002

Le stock d'investissements directs étrangers en France s'établissait, à fin 2002, à 368,6 milliards d'euros en valeur comptable (soit 24,3 % du PIB), contre 335,1 milliards (données révisées) à fin 2001 (22,7 % du PIB). Il a ainsi progressé de 10,0 % par rapport à l'année précédente.

Le stock se décomposait de la façon suivante (en milliards d'euros et en pourcentage du total) :

– capitaux propres :	195,9 (53,1 %)
– prêts et placements entre affiliés :	137,0 (37,2 %)
– investissements immobiliers :	35,7 (9,7 %)
	<hr/>
	368,6 (100,0 %)

Il plaçait la France au quatrième rang des pays industrialisés pour le stock des investissements directs étrangers, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Les pays de la zone euro (54,2 % du stock) demeuraient les premiers investisseurs étrangers en France, suivis du Royaume-Uni (16,9 %) et des États-Unis (14,2 %).

Le stock d'investissements étrangers en France à fin 2002, évalué en valeur de marché, a reculé de 15,3 %, à 509,4 milliards d'euros, contre 601,3 milliards en 2001.

D'après les résultats provisoires disponibles, il semblerait que plusieurs pays de l'Union économique et monétaire (Allemagne, Espagne) aient été délaissés en 2003 par les investisseurs internationaux au profit de pays de plus petite taille (Pays-Bas, Belgique, Irlande), les flux d'entrées relatifs aux investissements directs dans la zone euro reculant de près de 24 % par rapport à 2002. La France a suivi cette tendance, les investissements directs en provenance de l'étranger ayant fléchi de près de 26 % par rapport à 2002, à 41,6 milliards d'euros. Les estimations relatives à fin 2003, évaluées provisoirement par ajout des flux de l'année aux stocks de fin 2002, font ainsi ressortir une nouvelle hausse sensible du stock d'investissements directs étrangers en France, à 410,2 milliards d'euros, confirmant l'intérêt des investisseurs étrangers pour le territoire national. Une estimation de sa valeur au prix du marché sera publiée dans le Bulletin de la Banque de France de juin 2004.

Bruno TERRIEN
Joëlle TINGUELY
Direction de la Balance des paiements

Rappel méthodologique

Définition des investissements directs

Conformément aux recommandations du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne, les statistiques d'investissements directs de l'étranger portent sur toutes les entreprises résidentes dont le capital est détenu par un investisseur non résident à hauteur d'au moins 10 %. Entrent dans le calcul du stock les capitaux propres de l'entreprise résidente « investie », y compris les bénéfices réinvestis sur place par l'investisseur non résident, les prêts et placements entre maisons mères et affiliés, et les investissements dans le secteur immobilier. Le pays directement détenteur des participations, auquel est limité le recensement des investissements directs, ne correspond pas nécessairement au lieu d'implantation de la maison mère qui assure le contrôle en dernier ressort des filiales localisées en France.

Le recensement s'inscrit dans le cadre des travaux conduisant à l'élaboration de la position extérieure de la France. À la différence de la balance des paiements, qui enregistre des transactions économiques et financières (flux) entre les résidents d'un pays et les non-résidents, la position extérieure recense les encours de créances et d'engagements financiers d'une économie à l'égard du reste du monde. Les investissements de portefeuille, les produits financiers dérivés, les « autres investissements » et les avoirs de réserve en constituent, avec les investissements directs, les cinq grands postes.

Évaluation du stock

Les stocks commentés dans le présent article sont exprimés en valeur comptable. Les stocks d'investissements directs sont également publiés en valeur de marché, mais seulement pour leur montant global, sans ventilation géographique ou sectorielle, dans le Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France, dont la prochaine parution interviendra à l'automne 2004. Cette absence de ventilations géographique et sectorielle résulte des méthodes utilisées pour valoriser les encours des sociétés non cotées. En effet, ils ne peuvent faire l'objet que d'une valorisation globale à l'aide d'indices représentatifs de l'évolution des cours des sociétés françaises utilisés pour l'élaboration des comptes financiers.

La correspondance entre les flux de balance des paiements et la variation des stocks calculés en valeur comptable s'avère parfois délicate à établir. En effet, les stocks sont calculés sur la base de la valeur comptable de certains postes du passif de la société investie, alors que les flux le sont sur la base de leur valeur à la date de l'opération, c'est-à-dire de la valeur de marché. Entre les deux méthodes d'évaluation, les écarts peuvent être importants. Ils sont notamment liés à l'évaluation du « goodwill » (perspectives de développement économique de l'entreprise, estimation de certains actifs incorporels) inclus dans la valeur de marché et non dans la valeur comptable.

Sources d'information

Le recensement repose en premier lieu sur l'identification des participations des non-résidents dans le capital des entreprises résidentes. Seules sont retenues comme étant des investissements directs étrangers en France les participations égales ou supérieures à 10 % du capital social. Cette information est fournie par les institutions suivantes :

- la Banque de France (direction des Entreprises — gestionnaire du Fichier bancaire des entreprises, qui recense notamment les détenteurs non résidents des sociétés françaises n'appartenant pas au secteur bancaire —, direction des Établissements de crédit et des entreprises d'investissement, direction de la Balance des paiements) ;
- l'INSEE (département des Répertoires et Statistiques d'entreprises).

Il s'appuie, en second lieu, sur les données comptables des entreprises identifiées comme faisant l'objet d'un investissement direct étranger. La source d'information est fonction des trois secteurs d'activité ci-après :

- secteur industriel et commercial : Banque de France (direction des Entreprises) ;
- secteur bancaire et financier : Banque de France (secrétariat général de la Commission bancaire) ;
- secteur des assurances : ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Commission de contrôle des assurances).

La Banque de France, comme dans la plupart des pays industrialisés, publie les stocks d'investissements directs environ dix-huit mois après leur date d'arrêté, en raison du délai de collecte et de traitement des données comptables entrant dans le calcul des stocks définitifs.

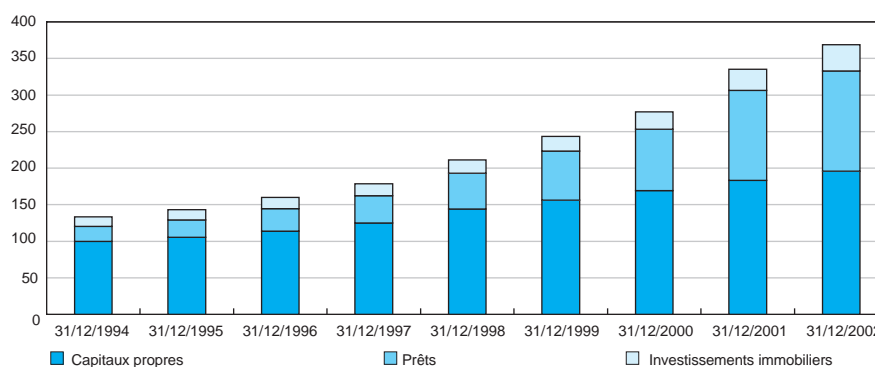
1. Vue d'ensemble

1.1. Le stock d'investissements directs étrangers en France a progressé, en valeur comptable, de 10 % en 2002, contre 21 % en 2001

Au 31 décembre 2002, le stock d'investissements directs étrangers en France atteint 368,6 milliards d'euros en *valeur comptable*¹, contre 335,1 milliards à fin 2001 (données révisées), soit une augmentation de plus de 10 % en un an, après 21 % l'année précédente. Ces investissements représentent 24,3 % du PIB, contre 22,7 % en 2001.

Stock des investissements directs étrangers en France

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France

Depuis 1997, la croissance des prêts et placements entre affiliés apparaît plus rapide que celle des capitaux propres, ceux-ci représentant néanmoins 53 % du stock.

¹ Une estimation des stocks d'investissements directs étrangers en France (IDEF) en *valeur de marché* sera publiée dans le *Bulletin de la Banque de France* de juin 2004. Elle s'élève à 509,4 milliards d'euros.

Les prêts peuvent cependant avoir pour finalité de financer des opérations en capital social effectuées par l'intermédiaire de filiales résidentes d'entreprises étrangères, notamment dans le secteur des *holdings*, ce qui doit conduire à nuancer les conclusions que l'on pourrait tirer d'une telle évolution.

Les chiffres relatifs à l'année 2002 intègrent quelques opérations de fusion-acquisition importantes. Parmi les informations annoncées par les sociétés concernées et/ou la presse économique et financière, on note l'acquisition de Castorama Dubois Investissements par Kingfisher Plc et celle de Aventis Cropscience par Bayer.

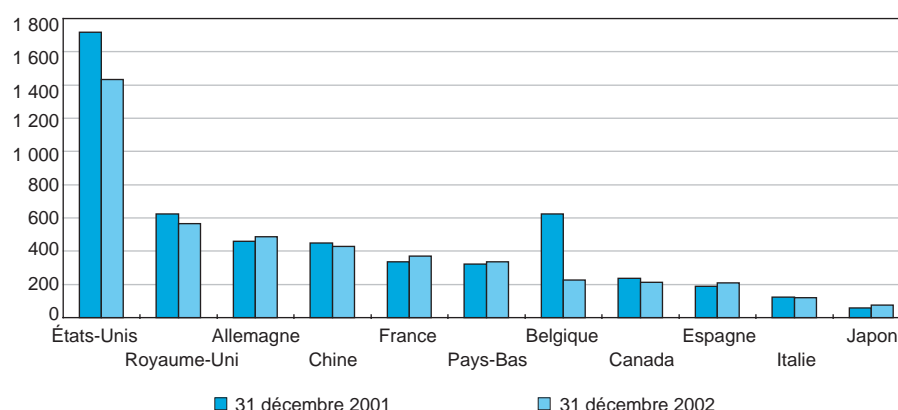
1.2. Fin 2002, la France se plaçait au quatrième rang parmi les pays industrialisés pour l'accueil des investissements directs étrangers

Avec un stock de 368,6 milliards d'euros à fin 2002, la France se situe au quatrième rang des pays industrialisés pour l'accueil des investissements directs étrangers, derrière les États-Unis (1 434,6 milliards), le Royaume-Uni (565,1 milliards) et l'Allemagne (486,5 milliards). La France est donc en progression d'une place par rapport à l'année 2001, en raison du recul de la Belgique (Union économique belgo-luxembourgeoise — UEBL — avant 2002) dans le classement. Au plan mondial, la France est également devancée par la Chine, dont le stock d'investissements directs étrangers, estimé par la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (*World Investment Report 2003*), atteint 427,1 milliards d'euros ².

Stocks d'investissements directs de l'étranger

Comparaison internationale (principaux pays d'accueil selon les montants investis en valeur comptable)

(en milliards d'euros)



NB : Conversion sur la base des cours de change aux 31 décembre 2001 et 2002

Sources : France : Banque de France
Belgique : UEBL avant 2002
Autres pays : voir tableau page suivante

² Pour des précisions méthodologiques pouvant conduire à nuancer les résultats, voir l'encadré sur les sources statistiques au début de l'article.

Rapporté au PIB (part en pourcentage), le stock d'investissements étrangers place la France au sixième rang des pays industrialisés, sans modification par rapport à 2001. Tout comme d'autres grands pays européens, la France se situe ainsi dans une position médiane, entre des pays à économie très ouverte aux investissements et où sont notamment implantés des centres de trésorerie comme la Belgique (87,1 %) ou des *holdings* comme les Pays-Bas (75,9 %), et d'autres très faiblement investis (Japon).

Stocks des investissements directs de l'étranger en valeur comptable rapportés aux produits intérieurs bruts

(montants en milliards d'euros, ratios en %)

	Au 31 décembre 2001		Au 31 décembre 2002		Classement en ratio stock/PIB
	Stock	Stock/PIB	Stock	Stock/PIB	
États-Unis	1 718,3	15,0	1 434,6	14,4	8
Royaume-Uni	625,5	38,3	565,1	35,2	3
UEBL	624,0	225,8			
Allemagne	459,0	22,1	486,5	23,1	7
France	335,1	22,7	368,6	24,3	6
Pays-Bas	323,8	75,5	337,5	75,9	2
Belgique			227,0	87,1	1
Canada	237,0	30,1	210,9	30,3	4
Espagne	186,9	28,7	207,7	29,9	5
Italie	122,6	10,0	120,6	9,6	9
Japon	57,5	1,3	75,3	1,9	10

Sources : Stocks: sources nationales, à l'exception de la Belgique (FMI).

Les stocks en contrevalet euro sont calculés en utilisant les cours de change aux dates d'arrêté.

Belgique : UEBL avant 2002

PIB : source BCE pour les pays membres de la zone euro, sources Banque des règlements internationaux et FMI pour les autres pays

2. Ventilations géographiques et sectorielles

2.1. Les pays de la zone euro demeurent les premiers investisseurs étrangers en France.

Nota : Les stocks d'investissements directs étrangers en France sont ventilés suivant le pays de provenance immédiate des capitaux ³.

Les pays industrialisés détiennent 97 % du stock d'investissements directs étrangers en France à fin 2002. Parmi eux, les pays de la zone euro sont les premiers investisseurs étrangers en France (54,2 % du stock à fin 2002, contre 56,4 % à fin 2001). Le maintien de cette part témoigne de la poursuite du processus d'intégration de l'industrie au sein de la zone. Les pays de l'Union européenne hors zone euro sont à l'origine de 18,9 % du stock et les autres pays industrialisés européens de 5,9 %. Plus des deux tiers du stock proviennent de cinq pays seulement (Royaume-Uni, Pays-Bas, États-Unis, Allemagne et Belgique).

³ Conformément à la méthodologie rappelée en annexe 1 : ainsi, par exemple, l'investissement réalisé en France par une filiale néerlandaise d'une société américaine sera imputé aux Pays-Bas et non aux États-Unis.

Répartition par zones géo-économiques de provenance des investissements directs étrangers en France (en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros, parts en %)

	31 décembre 2001 (a)		31 décembre 2002	
	Montant	Part	Montant	Part
Union européenne	246,8	73,7	269,7	73,1
Dont : Union monétaire européenne (UME)	189,0	56,4	199,6	54,2
Pays adhérents à l'UE au 1/05/2004	0,4	0,1	0,6	0,2
Autres pays industrialisés européens	21,3	6,4	21,9	5,9
Pays industrialisés non européens	55,8	16,6	64,2	17,5
Reste du monde	10,8	3,2	12,2	3,3
Total	335,1	100,0	368,6	100,0

(a) données révisées

Source : Banque de France

Le classement des principaux pays de provenance est très stable d'une année sur l'autre même si le Royaume-Uni progresse de 15,1 % en 2001 à 16,9 % en 2002. Les Pays-Bas, avec un stock de 60,1 milliards d'euros, représentent 16,3 % du stock total. La part relative des États-Unis se maintient avec 14,2 % en 2002. Viennent ensuite l'Allemagne (12,9 %) et la Belgique (11,5 %).

Principaux pays de provenance des investissements directs étrangers en France (en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros, parts en %)

Pays investisseurs	31 décembre 2001 (a)		31 décembre 2002	
	Montant	Part	Montant	Part
Royaume-Uni	50,6	15,1	62,3	16,9
Pays-Bas	64,3	19,2	60,1	16,3
États-Unis	46,9	14,0	52,4	14,2
Allemagne	39,5	11,8	47,5	12,9
Belgique	43,2	12,9	42,5	11,5
Suisse	21,3	6,4	21,9	5,9
Luxembourg	14,6	4,4	20,1	5,5
Italie	14,3	4,3	15,0	4,1
Japon	5,3	1,6	8,1	2,2
Espagne	5,7	1,7	6,4	1,7
Suède	4,5	1,4	5,1	1,4
Koweït	3,8	1,1	3,9	1,1
Irlande	3,5	1,0	3,5	1,0
Autres pays	17,6	5,1	19,8	5,3
Total	335,1	100,0	368,6	100,0
<i>Pour mémoire :</i>				
<i>Union européenne</i>	<i>246,8</i>	<i>73,7</i>	<i>269,7</i>	<i>73,2</i>
<i>Union monétaire européenne</i>	<i>189,0</i>	<i>56,4</i>	<i>199,6</i>	<i>54,2</i>

(a) données révisées

Source : Banque de France

2.2. Le secteur des *holdings* est le premier secteur investi par l'étranger

La méthode de ventilation sectorielle utilise la nomenclature INSEE introduite en 1993. Aucun retraitement (visant, par exemple, à modifier l'activité d'une société *holding* pour lui attribuer celle du groupe auquel elle appartient) n'est effectué.

Principaux secteurs économiques résidents ayant fait l'objet d'investissements directs étrangers (en valeur comptable)

	(montants en milliards d'euros, parts en %)			
	31 décembre 2001 (a)		31 décembre 2002	
	Montant	Part	Montant	Part
<i>Holdings</i>	116,1	34,6	122,6	33,3
Intermédiation financière	50,4	15,1	55,5	15,1
Immobilier	33,4	10,0	40,8	11,1
Commerce	23,1	6,9	20,4	5,5
Industrie chimique	14,3	4,2	18,0	4,9
Matériel de transport	6,7	2,0	7,9	2,2
Transports et communications	9,6	2,9	7,7	2,1
Industries agricoles et alimentaires	6,1	1,8	6,4	1,7
Industries métallurgiques	3,3	1,0	4,9	1,3
Industrie du bois, édition et imprimerie	4,4	1,3	3,8	1,0
Industries mécaniques	3,5	1,1	3,6	1,0
Raffinage de pétrole	3,2	0,9	3,1	0,8
Autres secteurs	61,0	18,2	73,9	20,0
Total	335,1	100,0	368,6	100,0

(a) données révisées

Source : Banque de France

L'implantation étrangère en France reste concentrée sur quatre grands pôles d'activité, qui reçoivent près de 65 % des investissements directs étrangers.

Le secteur des *holdings* est de loin le premier secteur investi par l'étranger (33,3 % du stock). Le poids des *holdings* tient à leur objet même, qui est de détenir des participations dans plusieurs entreprises. La ventilation de ce secteur selon les activités investies pose problème en raison du nombre de situations individuelles et des difficultés d'interprétation en cas de montages financiers complexes. On observera également que les *holdings* peuvent recouvrir les fonctions transversales des groupes (gestion financière, logistique...) et être chargés de canaliser les flux de capitaux initiés par les différentes filiales du groupe, comme en témoigne l'important encours de prêts recensé vis-à-vis de ce secteur. Le secteur des *holdings* résidents est détenu principalement par les investisseurs néerlandais (20 %), allemands (18 %), américains (17 %), britanniques (12 %) et suisses (7 %)⁴.

Le secteur financier (15,1 % du stock) fait l'objet de plusieurs investissements étrangers importants. D'après les informations publiées par les sociétés concernées

⁴ Les ventilations géographiques d'un secteur ne sont disponibles que pour les capitaux propres.

et/ou par la presse économique et financière, Dexia Crédit Local, le Crédit commercial de France et la Banque Sudameris comptent parmi les principales entreprises résidentes « investies ». La Belgique, le Royaume-Uni, et les États-Unis sont les principaux investisseurs dans ce secteur (respectivement 24 %, 23 % et 18 % du stock de capitaux propres).

Le secteur de l'immobilier s'inscrit en forte progression, avec un taux de croissance annuel aux alentours de 20 % depuis 2000, contre environ 10 % les années précédentes. Il accueille 11,1 % des investissements directs étrangers, en provenance principalement du Luxembourg (17 %), des États-Unis (15 %), d'Allemagne (15 %), et du Royaume-Uni (12 %).

Le secteur du commerce, enfin, reçoit 5,5 % des investissements étrangers, en provenance du Royaume-Uni (22 %), des États-Unis (16 %), d'Allemagne (15 %) et des Pays-Bas (14 %).

Principales entreprises investies par l'étranger par secteurs économiques résidents à fin 2002

Secteurs investis	Principales entreprises investies par l'étranger	Part des entreprises citées dans les investissements détenus dans le secteur (en % des capitaux propres)
<i>Holdings</i>	Aventis, Assurances générales de France, Nestlé Entreprises, United Technologies France, Du Pont de Nemours, Aviva Participations, Bayer Cropscience Holding, Crown Development, Nacanco Holding Europe, Guinness France Holding, Worms & Cie, Unilever France	35,2
Intermédiation monétaire	Dexia Crédit Local, Crédit commercial de France, Barclays Bank, Banque Sudameris, ING Bank France, Banque AIG	63,7
Autre intermédiation financière	General Electric capital SAS, Financière Franklin Roosevelt, Adidas Salomon, Elco Participations, Védior Participations, GE Real Estate France, International Paper Investments France, Golden Arches Finance France	82,6
Assurances	Generali France Holding, AIG Europe, Royal Sun Alliance, Erisa, Barclays Vie, Zurich International France, Allianz Marine et Aviation, Swisslife Assurances	88,4
Commerce	Kronenbourg Holding, Alstom, Xerox the document company, Bayer SAS, Hewlett Packard France, Chanel, Cargill France, Kraft foods France	32,1
Industries chimiques	Aventis Pharma, Colgate Palmolive, Gesparal, Basell Polyoléfines France, Lilly France, Henkel France, Bristol Myers Squibb, Merial, Wyeth Lederle	67,1
Matériel de transport	Renault, Renault VI, Robert Bosch France, Valeo, Toyota Motor Manufacturing France	70,0
Transports et communications	Eutelsat, Suez lyonnaise Télécom, Sté française du Radiotéléphone, Liberty Surf Group, Bouygues Telecom, Colt Télécommunications France	72,3
Industries agricoles et alimentaires	Altadis, Varoise de concentrés, Béghin Say, Wrigley France SNC, Coca Cola Entreprise, Courvoisier, Ajinomoto Eurolysine SAS, Ferrero France, Barry Callebaut France	61,4

Sources : Presse économique et financière, communiqués des sociétés concernées

2.3. 81 % des entreprises françaises investies sont contrôlées à plus de 50 %

La population recensée d'investisseurs non résidents recensés s'élève en 2002 à 12 029 entreprises qui ont investi dans 10 713 entreprises résidentes, soit un rapport de 1,1 à 1. Ce rapport est resté quasiment stable depuis 1992, date à laquelle il était de 1,3 à 1.

Plus de 80 % des entreprises résidentes « investies » sont contrôlées au moins à hauteur de 50 % de leur capital. Les montants correspondant à ces prises de participations majoritaires représentent 89,7 % du stock en 2002.

Répartition des investissements directs étrangers en fonction du pourcentage détenu dans des entreprises résidentes À fin 2002

(montants en milliards d'euros, parts en %)

Quote-part détenue	Nombre de sociétés résidentes « investies »	Part	Montant de l'investissement (capitaux propres)	Part
Filiales	8 716	81,0	175,7	89,7
50 % à 90 %	1 735	16,0	20,2	10,3
Plus de 90 %	6 981	65,0	155,5	79,4
Participations	1 997	19,0	20,2	10,3
10 % à 20 % (a)	539	5,0	10,9	5,5
20 % à 50 %	1 458	14,0	9,3	4,8
Total	10 713	100,0	195,9	100,0

(a) Cf. note méthodologique en ce qui concerne le seuil à 10 %

Source : Banque de France

3. Premiers éléments relatifs au stock d'investissements directs étrangers en France à fin 2003

Le délai de disponibilité des données comptables des entreprises résidentes, leur contrôle et leur traitement expliquent que la publication du stock d'investissements directs étrangers en France intervienne plus d'un an après la fin de l'exercice sous revue.

Des estimations sont cependant effectuées par cumul de flux à partir du dernier stock disponible. Elles évaluent le stock d'investissements directs étrangers en France en valeur comptable à 410,2 milliards d'euros à fin 2003, soit une progression de plus de 11 %. Il semblerait, d'après les premiers résultats diffusés, que les investisseurs internationaux aient privilégié au sein de la zone euro les pays de taille réduite, tels que les Pays-Bas, la Belgique ou l'Irlande, au détriment de pays de plus grande taille (Allemagne, Espagne). La France suit la tendance de ces derniers, avec un repli des investissements directs en provenance de l'étranger de 25,8 % (contre une baisse de 23,7 % pour l'ensemble de la zone euro).

La France a su néanmoins susciter en 2003 l'intérêt de plusieurs investisseurs étrangers, comme l'illustrent d'importantes opérations de fusion-acquisition évoquées par les sociétés concernées et / ou par la presse économique et financière, telles que l'acquisition de Pechiney par le canadien Alcan, celle de Guilbert SA par le groupe américain Office Depot ou la cession de Pinault Bois et Matériaux au Britannique Wolseley.

La progression des cours boursiers se traduirait, en outre, par une augmentation de la valeur de marché du stock de plus de 17 %, à 598,4 milliards d'euros.

Annexe 1

Stock des investissements directs étrangers en France (en valeur comptable, au 31 décembre)

(en milliards d'euros)

	Capitaux propres	Prêts	Investissements immobiliers	Total
1992	79,8	16,6	11,0	107,4
1993	90,8	18,7	11,9	121,4
1994	99,6	20,6	13,0	133,2
1995	105,2	23,8	14,0	143,0
1996	113,6	31,0	15,1	159,7
1997	124,9	37,5	16,4	178,8
1998	144,1	48,6	18,3	211,0
1999	156,4	66,9	20,2	243,5
2000	171,4	83,9	23,9	279,2
2001 (données révisées)	183,3	122,9	28,9	335,1
2002	195,9	137,0	35,7	368,6

Source : Banque de France

Population recensée (au 31 décembre)

	Entreprises non résidentes ayant investi en France	Entreprises résidentes « investies »
1993	8 557	7 170
1994	10 150	8 623
1995	10 393	8 886
1996	10 854	9 346
1997	10 789	9 365
1998	10 887	9 479
1999	10 671	9 455
2000	10 629	9 486
2001 (données révisées)	13 143	11 779
2002	12 029	10 713

Source : Banque de France

Annexe 2

Répartition, par pays de provenance, du stock d'investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2002

par ordre décroissant (en valeur comptable)

(montants en millions d'euros, parts en %)

	Capitaux propres	Prêts	Investissements dans le secteur immobilier	Total	Part
Royaume-Uni	26 221	29 518	6 584	62 322	16,9
Pays-Bas	32 377	24 626	3 119	60 121	16,3
États-Unis	37 797	12 765	1 819	52 381	14,2
Allemagne	26 816	12 619	8 066	47 501	12,9
Belgique	15 617	25 060	1 864	42 540	11,5
Suisse	11 535	4 586	5 775	21 896	5,9
Luxembourg	11 831	7 128	1 182	20 141	5,5
Italie	9 357	2 692	2 911	14 960	4,1
Japon	4 786	2 692	626	8 104	2,2
Espagne	3 205	3 102	118	6 425	1,7
Suède	2 645	1 825	591	5 062	1,4
Koweït	3 875	29	23	3 926	1,1
Irlande	621	2 704	216	3 542	1,0
Danemark	2 001	169	442	2 611	0,7
Finlande	2 062	391	78	2 530	0,7
Norvège	1 089	675	163	1 927	0,5
Canada	364	956	84	1 404	0,4
Autriche	579	407	119	1 106	0,3
Émirats arabes unis	59	780	68	907	0,3
Portugal	191	506	38	735	0,2
Hong Kong	44	408	138	590	0,2
Bermudes	119	273	39	431	0,1
Arabie saoudite	8	68	339	415	0,1
Australie	40	295	57	393	0,1
Russie	319	37	34	390	0,1
Autres pays (196)	2 352	2 646	1 231	6 230	1,7
Total	195 910	136 957	35 724	368 590	100,0

Source : Banque de France

Annexe 3

Répartition, par secteurs économiques résidents, du stock
d'investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2002
(en valeur comptable)

(montants en millions d'euros, parts en %)

Secteurs investis	Capitaux propres et investissements immobiliers	Prêts	Total	Parts
Agriculture et pêche	307		307	0,1
Industries extractives	372	12	384	0,1
<i>Dont :</i>				
<i>Extraction de pétrole et de gaz</i>	154	9	162	0,1
Industries manufacturière	48 801	22 149	70 950	19,3
<i>Dont :</i>				
<i>Industries agricoles et alimentaires</i>	4 754	1 629	6 384	1,7
<i>Textile et habillement</i>	720	42	762	0,2
<i>Industrie du bois, édition et imprimerie</i>	2 959	811	3 770	1,0
<i>Raffinage de pétrole et autres traitements</i>	2 932	135	3 067	0,8
<i>Industrie chimique</i>	12 645	5 393	18 038	4,9
<i>Caoutchouc et plastiques</i>	1 855	130	1 985	0,5
<i>Industries métallurgiques</i>	4 441	471	4 912	1,3
<i>Industries mécaniques</i>	3 400	231	3 632	1,0
<i>Matériel de bureau, informatique</i>	1 308	46	1 354	0,4
<i>Équipements radio, TV, communication</i>	3 187	1 104	4 291	1,2
<i>Véhicules automobiles</i>	5 067	1 115	6 182	1,7
<i>Autres matériels de transport</i>	344	1 399	1 744	0,5
Électricité, gaz et eau	1 055	3 092	4 147	1,1
Construction	404	458	862	0,2
Commerce, réparations	16 761	3 651	20 412	5,5
Hôtels, restaurants	363	361	724	0,2
Transports et communications	2 551	5 152	7 704	2,1
Intermédiation financière	35 505	19 991	55 495	15,1
<i>Dont :</i>				
<i>Intermédiation monétaire</i>	23 318	79	23 397	6,4
<i>Autre intermédiation financière</i>	6 987	13 319	20 305	5,5
<i>Assurances</i>	2 350	689	3 040	0,8
Services aux entreprises, immobilier	124 182	66 031	190 212	51,6
<i>Dont :</i>				
<i>Immobilier</i>	37 895	2 890	40 785	11,1
<i>Informatique</i>	824	2 983	3 807	1,0
<i>Recherche-développement</i>	969	13	982	0,3
<i>Management de holdings</i>	82 204	40 429	122 633	33,3
<i>Publicité</i>	406	647	1 053	0,3
Autres services	1 332	16 060	17 392	4,7
Total	231 634	136 957	368 590	100,0

Source : Banque de France

Annexe 4

Dernières publications sur les investissements directs**Analyses sur les stocks d'investissements directs ¹**

Stock des investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2001
Bulletin de la Banque de France – n° 115 (juillet 2003)

Stock des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2001
Bulletin de la Banque de France – n° 115 (juillet 2003)

Analyses sur les flux d'investissements directs ¹

Données annuelles : Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France en 2003 (publication à l'automne 2004 sur le site Internet de la Banque de France)

Résultats mensuels

Résultats de la balance des paiements du mois de...
Bulletin de la Banque de France du 3^e mois suivant le mois commenté

¹ Informations disponibles sur Internet : www.banque-france.fr

Annexe 5

Autres publications sur les investissements directs

D'autres organismes publics diffusent également des données d'investissements directs internationaux, mais dans une autre optique que la quantification des flux et des stocks d'investissements directs.

Investissements directs français à l'étranger

- La Direction des Relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie effectue, par l'intermédiaire de ses postes d'expansion économique, une enquête annuelle axée sur l'activité des filiales d'entreprises françaises implantées à l'étranger (effectif employé, chiffre d'affaires, secteur d'activité, notamment).

Investissements directs étrangers en France

- L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII, née en octobre 2001) en lien avec la Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale (Datar) met l'accent sur les nouvelles implantations et sur les emplois bruts créés ou préservés par l'investissement étranger. En fait, les investissements étrangers productifs recensés par la Datar ne concernent que les capitaux étrangers contribuant à l'accroissement ou au maintien de l'emploi et ne représentent qu'une partie de ceux comptabilisés par la Banque de France.
- Le service des Statistiques industrielles du secrétariat d'État à l'Industrie (Sessi) publie chaque année un ouvrage sur les entreprises industrielles contrôlées — directement et indirectement — par l'étranger, établi à partir de l'enquête LIFI (Liaisons financières) de l'INSEE.

Investissement direct international

- La Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement (Cnuced) publie chaque année un rapport sur l'investissement mondial, qui centralise les données fournies par les banques centrales et les offices statistiques en charge des investissements directs et analyse, entre autres, les liens entre le commerce et l'investissement direct étranger. Toutefois, les stocks 2002 présentés dans l'édition 2003 sont estimés à l'aide d'un cumul de flux, depuis plusieurs années dans le cas de certains pays.
- La Direction des Relations économiques extérieures (DREE) reprend les chiffres de la Cnuced ainsi que, pour la France, ceux de la Banque de France, dans une publication synthétique sur « les investissements directs dans le monde ».